



**Conseil d'administration  
du Programme  
des Nations Unies  
pour le développement  
et du Fonds des  
Nations Unies pour la  
population**

Distr.  
GÉNÉRALE

DP/CCF/KEN/1  
9 novembre 1998  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Première session ordinaire de 1999  
25-29 janvier 1999, New York  
Point 4 de l'ordre du jour provisoire  
PNUD

PNUD : CADRES DE COOPÉRATION AVEC LES PAYS ET QUESTIONS CONNEXES

PREMIER CADRE DE COOPÉRATION AVEC LE KENYA (1999-2003)

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u> s
INTRODUCTION . . . . .	1	2
I. SITUATION DU DÉVELOPPEMENT ENVISAGÉE SOUS L'ANGLE DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE . . . . .	2 - 13	2
II. RÉSULTATS ET ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE LA COOPÉRATION PASSÉE . . . . .	14 - 21	5
III. STRATÉGIE ET DOMAINES THÉMATIQUES PROPOSÉS . . . .	22 - 38	6
A. Gestion avisée des affaires publiques aux fins du développement durable . . . . .	23 - 28	6
B. Emploi et moyens d'existence durables . . . . .	29 - 33	7
C. Démarginalisation et autonomisation des femmes	34 - 35	9
D. Gestion de l'environnement et des ressources naturelles . . . . .	36 - 38	9
IV. ARRANGEMENTS DE GESTION . . . . .	39 - 42	10
<u>Annexe.</u> Objectifs de mobilisation des ressources pour le Kenya (1999-2003) . . . . .		12

INTRODUCTION

1. Le premier cadre de coopération avec le Kenya, qui porte sur la période 1999-2003, correspond aux trois dernières années du huitième plan de développement quinquennal du Kenya (1997-2001) et aux deux premières années du plan suivant. Il s'inspire directement de la note consultative du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), qui a été établie en consultation avec le Gouvernement du Kenya, le secteur privé, les organisations non gouvernementales (ONG), les organisations communautaires et les donateurs bilatéraux et multilatéraux. Le cadre de coopération se fonde sur le plan national d'élimination de la pauvreté (1999-2015) tout en tenant compte des priorités de développement définies pour le Kenya conformément au plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement relatif au Kenya, notamment l'élimination de la pauvreté, l'accès à des services sociaux de qualité et la création d'un environnement qui favorise le développement humain durable.

#### I. SITUATION DU DÉVELOPPEMENT ENVISAGÉE SOUS L'ANGLE DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE

2. D'après le huitième plan de développement national, le Kenya compte près de 29 millions d'habitants, pour une superficie de 582 646 kilomètres carrés. La pauvreté, qui est chronique et gagne du terrain, est l'un des problèmes immédiats qui entravent le développement du pays. Sur 5 millions de ménages que compte le Kenya, 1,8 million sont classés comme vivant dans une pauvreté absolue. L'enquête de contrôle des conditions de vie, réalisée en 1994, a montré que plus de 40 % de la population vivaient en dessous du seuil de pauvreté avec un revenu mensuel par adulte inférieur à 978 shillings kényens dans les zones rurales et à 1 490 shillings dans les zones urbaines. L'incidence de la pauvreté est de 47 % dans les campagnes; dans les villes, 29 % vivent en dessous du seuil de pauvreté. Dans le Rapport mondial sur le développement humain 1998, le Kenya occupe le 137<sup>e</sup> rang sur 174 pays, avec un indicateur du développement humain (IDH) qui s'établit à 0,463 (1995), et un indicateur de pauvreté humaine (IPH), à 27,1 (1995). On estimait à 284 dollars des États-Unis le revenu par habitant en 1997 et l'on projetait une augmentation de 3 % par an au cours de la période couverte par le huitième plan de développement national (1997-2001).

3. Les ménages pauvres sont en majorité répartis sur la zone du territoire la plus densément peuplée. En combinant les indicateurs sociaux et le classement selon la pauvreté, le Gouvernement du Kenya a identifié les districts les plus touchés et auxquels il convient d'accorder une attention prioritaire. Ces districts s'étendent des rives du Lac Victoria dans l'ouest du pays, à la région du centre, dans les Machakos à l'est, et à Kilifi sur la côte. Les stratégies visant à éliminer la pauvreté dans cette zone devront porter sur tous les aspects du problème et cibler avant tout les zones rurales, où vivent 90 % des pauvres. Les centres urbains comptant une population pauvre élevée sont Nairobi, Mombasa, Kisumu et Nakuru.

4. Pour répondre aux besoins des pauvres, il faudra des stratégies novatrices. Du fait de l'urbanisation de plus en plus rapide, il est difficile d'absorber l'exode rural-urbain et d'enrayer l'accroissement de la pauvreté dans les villes. Il faudra donc stimuler la croissance et le développement dans les zones rurales de manière à atténuer la pression qui s'exerce sur les centres urbains. Le potentiel de développement des zones rurales sera renforcé et exploité en élargissant la base de production au niveau des communautés et en

tirant parti des connaissances actuelles, des compétences existantes et des technologies appropriées afin de mieux utiliser les ressources internes et d'encourager de nouveaux investissements. Parallèlement, il faudra démarginaliser les taudis en y renforçant les services urbains, élargir l'accès des pauvres des villes aux services sociaux essentiels et améliorer leurs perspectives économiques.

5. L'économie du Kenya repose principalement sur les ressources naturelles et, par le passé, cette base a souvent fait les frais de l'action menée en faveur du développement. Il importe de concilier l'utilisation durable de ces ressources avec l'impératif qu'est la croissance rapide de l'économie. Dans ce sens, le huitième plan de développement national, intitulé "Industrialisation rapide aux fins du développement durable", se concentre sur les sept objectifs critiques suivants : a) création d'emplois suffisants; b) réduction de la pauvreté; c) promotion du développement durable au moyen de la préservation de l'environnement et de la culture; d) accroissement de l'épargne et des investissements intérieurs qui doivent atteindre des niveaux suffisants pour contribuer à réaliser le taux de croissance désiré; e) remise en état et amélioration de l'infrastructure compte tenu des besoins critiques de la population; f) amélioration de la gestion des finances publiques; et g) élargissement de la base économique par l'accélération du taux d'industrialisation.

6. Ces dernières années, la croissance économique est parvenue tout juste à suivre le rythme de l'accroissement de la population. La performance économique est gravement freinée par l'incidence élevée de la pauvreté. Au fil des années, les inégalités de la répartition des revenus se sont accentuées : 61 % de la richesse rurale et 51 % de la richesse urbaine étant concentrés, dans les mains des 20 % les plus riches de la population, et 10 % des plus fortunés amassant près de la moitié des revenus. Ces inégalités vont en s'accroissant, ce qui n'est guère propice à l'action menée en vue d'éliminer la pauvreté puisque ce sont les mieux nantis qui s'approprient la majeure part des fruits de la croissance économique. Ainsi, l'inégalité croissante induit une pauvreté qui, à son tour, aboutit à une faible croissance économique.

7. Le Gouvernement a pris des mesures strictes pour contenir les déficits budgétaires et la masse des salaires des fonctionnaires, mais cela a provoqué des troubles sociaux et des pertes d'emploi, et a été dommageable à la fourniture des services essentiels. Ce sont les groupes pauvres et vulnérables qui ont fait les frais de cette action, car il n'existe pas de filets de sécurité sociale efficaces. Les flux d'aide ne reprendront que si la mise en oeuvre des réformes dans les domaines de l'économie et de la gouvernance progresse de manière significative.

8. La bonne gouvernance demeure une condition préalable au développement humain durable, qui englobe le développement politique, économique et social. Elle exige le respect des droits de l'homme, un développement participatif, la démarginalisation des femmes, des élections libres et régulières, la transparence et respect de l'obligation redditionnelle ainsi que la répartition efficace et la gestion rationnelle des ressources. L'engagement au niveau de la communauté au processus du développement national demeure un élément fondamental d'une gestion publique efficace et de l'élimination de la pauvreté par la participation de la société civile, de même que de la bonne gouvernance.

9. Les organisations de la société civile jouent un rôle essentiel en ce qu'elles favorisent notamment la participation des populations, la transparence et le respect de l'obligation redditionnelle dans les services publics, de même que la responsabilité sociale au niveau des entreprises du secteur privé, et qu'elles soutiennent le processus de démocratisation. Il est nécessaire de revoir et modifier les lois et règlements qui régissent la constitution et le fonctionnement de ces organisations de manière à permettre aux pauvres, y compris les femmes pauvres, de s'exprimer et à faciliter leur participation à la vie publique kényenne.

10. Les femmes kényennes assument une part disproportionnée du fardeau de la pauvreté. Les inégalités entre les hommes et les femmes exigent la promotion de mesures positives qui permettent aux femmes de progresser dans tous les domaines du développement. Le Kenya a ratifié la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Les femmes n'en continuent pas moins d'être injustement traitées dans les domaines politique et social. L'inégalité entre les sexes se manifeste dans l'accès limité des femmes à la terre, à l'emploi, à l'éducation, aux ressources financières et à la participation à la prise de décisions. Cette inégalité est le moyen le plus sûr de perpétuer la pauvreté, puisque le rôle de la femme dans la production et la reproduction a des répercussions profondes sur la transmission de la pauvreté aux générations actuelles et futures. Ainsi donc, on accordera une attention particulière à la démarginalisation et à la lutte contre la pauvreté des femmes, notamment dans les zones rurales.

11. L'incidence du VIH/sida est généralement uniforme à travers les différentes tranches de revenu, mais son impact sur les femmes, les enfants et les hommes pauvres est particulièrement catastrophique. Sur la base des données obtenues à l'aide des opérations de surveillance effectuées par le programme kényen de lutte contre le sida et les maladies sexuellement transmissibles, on estime que la prévalence du sida chez les adultes s'est élevée de 3,1 à 9 % entre 1990 et 1997 et qu'elle devrait atteindre 12 % en l'an 2000.

12. À la suite des recommandations présentées par le Sommet mondial pour le développement social, en 1995, le Gouvernement kényen a élaboré un plan d'élimination de la pauvreté (1999-2015), qui met l'accent sur l'amélioration de la fourniture des services sociaux et économiques essentiels aux femmes, hommes et enfants pauvres, et prévoit leur pleine participation à la prise de décisions. Le plan se déroulera en trois étapes – 1999 à 2004, 2005 à 2010 et 2011 à 2015 – auxquelles correspondront des objectifs assortis de délais précis, qui viseront successivement des proportions de plus en plus importantes des pauvres.

13. Le huitième plan de développement national (1997-2001) et le plan d'élimination de la pauvreté (1999-2015) intègrent les recommandations contenues dans nombre des conventions internationales relatives à l'élimination de la pauvreté. Ainsi, le Gouvernement a notamment adopté un plan d'action national pour l'environnement dans le cadre du suivi de la Conférence des Nations Unies de 1992 sur l'environnement et le développement. Par ailleurs, il s'inspire du Programme d'action de Beijing, adopté par la quatrième Conférence mondiale sur les femmes en 1995, pour élaborer un programme d'action national.

## II. RÉSULTATS ET ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE LA COOPÉRATION PASSÉE

/...

14. Dans son élaboration du cadre de coopération, le Gouvernement s'est appuyé sur le rapport d'évaluation du sixième programme de pays, l'examen à mi-parcours, les examens de plusieurs programmes individuels et les consultations tenues avec les parties prenantes sur des aspects précis du programme.

15. L'approche-programme, adoptée pour près de 75 % du sixième programme de pays a resserré les liens entre les programmes et facilité la coordination des donateurs. Il a été ainsi possible de transférer les ressources d'un programme à l'autre ou à l'intérieur d'un programme et donc d'en tirer le meilleur parti, pour améliorer l'exécution des objectifs souhaités.

16. L'introduction d'examens semestriels de planification stratégique portant sur chacun des programmes a permis de se concentrer plus nettement sur les objectifs des différentes activités et par là de mieux cibler les bénéficiaires et de juger de l'efficacité avec laquelle les ressources allouées ont été utilisées.

17. L'exécution nationale ne se limite pas au seul Gouvernement : elle fait aussi appel aux institutions du secteur privé, aux universités, aux organisations de la société civile, aux organisations communautaires et aux ONG. Cela dit, les activités ont été, pour la plupart, entreprises par des institutions publiques et non par des institutions appartenant au secteur privé ou au secteur associatif. La participation des institutions du secteur privé et du secteur associatif devrait s'accroître au cours de la période couverte par le cadre de coopération.

18. Pour ce qui est de l'appropriation, on retiendra notamment les enseignements suivants : a) la participation des parties prenantes dès le stade de la mise au point des projets fait qu'elles se les approprient et y sont fortement attachées; b) le sentiment d'appropriation ne dure que si les partenaires de développement sont mobilisés dès le stade de la conception et tout au long du cycle du projet, y compris aux stades du suivi et de l'évaluation; et c) le processus du développement participatif doit être élargi et mobiliser un éventail plus large d'institutions n'appartenant pas au secteur public.

19. Dans la mise en oeuvre des programmes, on s'est heurté à un certain nombre de problèmes touchant la modalité d'exécution nationale. L'insuffisance des capacités de gestion des institutions responsables de la réalisation est apparue à l'occasion de l'achat des biens et services, de l'établissement des rapports financiers, de l'audit des activités et des fonds, toutes opérations qui n'ont pas donné satisfaction. Le fait que les rôles et responsabilités des institutions d'exécution et de réalisation aient été mal délimités a aggravé les problèmes. Ces questions seront examinées dans le cadre du renforcement des capacités dont disposent les institutions kényennes retenues pour exécuter et mettre en oeuvre les interventions au titre du cadre de coopération.

20. S'agissant de la collaboration du système des Nations Unies, le PNUD a joué un rôle de premier plan en favorisant la mise au point de programmes de coopération entre organismes des Nations Unies en complétant les activités entreprises au macroniveau par les institutions de Bretton Woods. En s'appuyant sur le réseau des coordonnateurs résidents, le PNUD a régulièrement aidé à la

préparation du bilan commun de pays, qui a été mené à bonne fin : le plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement est achevé et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme alimentaire mondial (PAM) et le PNUD se sont fondés sur lui pour établir leurs programmes, qu'ils ont synchronisés entre eux.

21. Le PNUD a noué des liens étroits en oeuvrant avec l'Organisation internationale du Travail (OIT), le Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et le Centre des Nations Unies pour les établissements humains par l'intermédiaire de l'organe d'appui à l'élaboration des politiques et des programmes. On a eu davantage recours aux Volontaires des Nations Unies nationaux et internationaux, ce qui s'est avéré rentable et a été l'occasion d'apports de qualité. Au niveau local, l'assistance fournie par l'intermédiaire d'Africa 2000 et du programme des petites subventions du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) a permis de mettre davantage en relief la mise en oeuvre au niveau communautaire. Les résultats à cet égard ont été des plus encourageants.

### III. STRATÉGIE ET DOMAINES THÉMATIQUES PROPOSÉS

22. Au cours de la période couverte par le cadre de coopération et dans la perspective du développement durable, on examinera les besoins du Kenya en matière d'élimination de la pauvreté dans les quatre domaines suivants : a) la bonne gouvernance au service du développement durable; l'emploi et les moyens de subsistance durables; c) la démarginalisation et l'autonomisation des femmes; et d) la gestion de l'environnement et des ressources naturelles. Les interventions au titre de ces quatre domaines se croiseront et s'appuieront mutuellement, ce qui renforcera l'impact des efforts visant à éliminer la pauvreté, à démarginaliser les femmes et à protéger l'environnement.

#### A. La bonne gouvernance au service du développement durable

23. D'une manière générale, le PNUD renforcera les capacités des organisations communautaires, particulièrement celles qui aident les hommes et les femmes pauvres à exercer leur droit à évaluer la qualité de la conduite des affaires politiques sous l'angle de la démocratisation et de l'équité. On s'attachera à offrir une formation aux dirigeants des organisations bénéficiaires.

24. Au niveau national, le PNUD apportera un appui à l'examen des grandes orientations et des lois qui ont une incidence sur les initiatives prises en vue de l'élimination de la pauvreté, y compris les lois relatives à la liberté d'association et de réunion, au crédit et à la supervision des fournisseurs de microcrédit, aux droits communautaires et relatifs au patrimoine commun, et au droit successoral au niveau de la famille. Le PNUD cessera d'apporter un appui aux réformes juridiques, constitutionnelles et judiciaires et axera son action sur les efforts visant à mettre en oeuvre la charte proposée relative à l'intégration sociale et à la gouvernance locale. On élaborera des stratégies adaptées relatives à l'information, l'éducation et la communication aux fins de la gouvernance, qui seront mises en oeuvre pour faciliter une prise de décisions en connaissance de cause et la participation accrue des citoyens.

25. La première phase du plan d'élimination de la pauvreté, qui couvre une période de six ans (1999-2004), et devrait démarrer en janvier 1999, sera mise en oeuvre dans certaines zones où l'incidence de la pauvreté est élevée pour atteindre au cours de la période considérée 20 % au moins des pauvres du pays. Le PNUD aidera à établir et mettre à l'essai les modalités d'application du plan, s'attachant principalement à présenter des moyens durables d'aider les femmes, hommes et enfants pauvres à avoir accès aux services sociaux et économiques de base, à améliorer leurs compétences, à élargir les possibilités de gagner leur vie et à sortir de la pauvreté.

26. Les catastrophes, naturelles et anthropiques (y compris les conflits ethniques et autres), sont fréquentes au Kenya. Le PNUD continuera de promouvoir et d'appuyer la coordination multi-institutions, avant tout dans le contexte du plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, et auprès d'autres donateurs. Les capacités des services gouvernementaux chargés de la gestion des catastrophes, des ONG, des institutions communautaires et privées oeuvrant dans ce domaine seront renforcées grâce à une coordination plus étroite.

27. En sa qualité de membre de l'équipe du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, le PNUD continuera d'apporter un appui majeur aux stratégies de prévention, de plaidoyer et de surveillance en la matière. Il faudra toutefois rechercher d'autres apports pour élargir les interventions visant à prévenir l'infection et à en atténuer les effets. Pour compléter les activités au niveau communautaire, les organisations des collectivités locales et les organisations religieuses recevront un appui qui permettra d'élargir les services de conseils bénévoles au niveau communautaire, de renforcer les sites de tests et d'offrir une assistance aux personnes infectées et affectées, ainsi qu'aux familles et aux communautés. On ciblera les orphelins, veuves et veufs du sida en développant la petite entreprise et en offrant une formation visant à donner des qualifications génératrices de revenus. On mettra en place des instruments juridiques qui protégeront les droits de propriété des orphelins et des veuves du VIH/sida.

28. On fera appel aux indicateurs repères suivants notamment : a) nombre de notables communautaires ayant reçu une formation et dirigeant efficacement une organisation communautaire; b) politiques et législation expressément adoptées en vue d'assurer le fonctionnement efficace des institutions clefs, notamment les organisations de la société civile; c) mécanismes viables mis en place en vue de l'application du plan d'élimination de la pauvreté; d) cadre éthique et juridique élaboré à l'intention des personnes atteintes du VIH/sida et de leur famille; et e) mécanismes de coordination établis en vue de gérer les conflits et les catastrophes.

#### B. Emploi et moyens de subsistance

29. Le Ministère du plan et du développement national sera renforcé de manière à ce qu'il puisse procéder à des enquêtes sur la population active, mettre en place un système d'information relatif au marché du travail et mieux cibler les pauvres au stade de l'élaboration des politiques et stratégies de l'emploi. Les données relatives à l'emploi et au marché du travail, ventilées par sexe, seront recueillies, analysées et intégrées dans le système comptable national, ce qui

permettra d'estimer avec plus de précision la contribution du travail des femmes au produit intérieur brut.

30. Une formation sera offerte à certains groupes, en particulier les chômeurs du secteur tertiaire qualifiés, titulaires de diplômes universitaires et les fonctionnaires dont le poste a été supprimé en vue de développer chez eux des compétences de chef d'entreprise, ce qui contribuera à la création d'entreprises et d'emplois. On aidera par ailleurs les entreprises d'avenir à s'orienter en fonction des possibilités du marché, des technologies, du droit commercial, de la qualité des produits et de la réglementation en vigueur, de l'Organisation mondiale du commerce, des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay et des autres accords de portée mondiale ainsi que de leurs incidences concernant le commerce extérieur, l'emploi et les normes de produits.

31. La grande majorité des pauvres, notamment les femmes pauvres, vivant dans les zones rurales, on s'attachera à rechercher les moyens d'améliorer leur productivité et d'élargir les possibilités de l'agriculture et des entreprises non agricoles dans les campagnes. Il sera particulièrement important d'appuyer le microfinancement, notamment le crédit aux femmes pauvres et aux groupes de femmes. Le PNUD appuiera les initiatives visant à appliquer les meilleures pratiques aux interventions en matière de microfinancement et à tirer parti de l'expérience acquise par certaines initiatives telles que Micro-Start, le programme Trickle-Up et autres systèmes de microfinancement au niveau communautaire. On encouragera par ailleurs dans le cadre de ces initiatives le croisement des expériences acquises dans divers pays grâce à une coopération technique active entre pays en développement.

32. La sécurité alimentaire aux niveaux des ménages, des communautés et du pays est un élément important de l'élimination de la pauvreté et du développement durable. Elle améliorerait également le bien-être des femmes et des enfants, qui, souvent, sont les premières victimes des pénuries alimentaires. Le PNUD, en coopération avec la FAO et d'autres partenaires de développement, appuiera les initiatives visant à renforcer la sécurité alimentaire, notamment aux niveaux des ménages et des communautés. On insistera sur les relations étroites qui existent entre la réalisation de la sécurité alimentaire, une gestion avisée des ressources naturelles, notamment des ressources qui font partie du patrimoine commun et les moyens de subsistance viables.

33. On fera appel aux indicateurs repères suivants notamment : a) nombre de chefs d'entreprises formés et qualifiés qui auront été placés dans des entreprises pilotes; b) éventail de produits mieux conçus qu'offriront les microentreprises et les petites entreprises pour être adoptées ou reproduites par le secteur de la petite entreprise; c) adoption d'un cadre politique général visant à améliorer les résultats des petites entreprises; d) mise en place d'un cadre réglementaire à l'intention des fournisseurs de microcrédit approuvés par le Gouvernement; e) recensement et diffusion des meilleures pratiques en matière de microcrédit; et f) utilisation au niveau politique des données ventilées par sexe sur l'emploi et le marché du travail.

#### C. Démarginalisation et autonomisation des femmes

34. Comme il en a été décidé dans le plan-cadre, le PNUD s'emploiera à faire adopter les réformes juridiques appropriées et une stratégie d'action positive à

/...



l'appui de l'exécution d'un programme d'action kényen qui donne suite au Programme d'action de Beijing, en collaboration avec le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM). On élaborera et on mettra en oeuvre une stratégie de communication destinée à sensibiliser et à mobiliser les décideurs, les groupes communautaires et les femmes vivant dans la pauvreté. Le PNUD aidera le Gouvernement à finaliser et adopter une politique nationale d'intégration de la dimension "femmes" dans la planification et les programmes. Pour une part importante, l'assistance du PNUD portera sur les points suivants : connaissances juridiques, sensibilisation aux spécificités sexuelles et définition d'ensembles particuliers d'indicateurs des progrès réalisés en matière d'égalité entre les sexes. On offrira une formation en matière d'égalité entre les sexes, à laquelle participeront les fonctionnaires gouvernementaux, les représentants du secteur privé, les cadres des organisations de la société civile et les chefs des collectivités et des communautés locales. Le PNUD apportera également son concours lors de la rédaction des textes de lois qui accorderont aux femmes des droits égaux et l'accès sur une base d'égalité à la terre, au crédit, aux possibilités d'emploi et à l'éducation.

35. On fera appel aux indicateurs repères suivants notamment : a) adoption et mise en oeuvre d'une politique nationale en matière d'égalité entre les sexes et adoption de réformes juridiques connexes; b) définition de l'égalité et de l'équité entre les sexes traitées en tant qu'objectifs explicites de tous les thèmes proposés dans le cadre de coopération; c) adoption par le Gouvernement d'une stratégie visant à intégrer les femmes dans la vie publique, et établissement par le Gouvernement de rapports périodiques sur sa mise en oeuvre; d) lancement de programmes et activités appuyant la mise en oeuvre du programme d'action kényen; e) modules de formation visant à intégrer les femmes à la planification, à la mise en oeuvre et au suivi participatif des programmes principaux; f) utilisation de données ventilées par sexe au stade de l'élaboration des politiques, de la programmation, de l'allocation des ressources, du suivi et de l'évaluation de l'impact; et g) définition et acceptation d'indicateurs permettant de suivre les progrès réalisés en matière d'égalité entre les sexes, d'adoption de politiques en faveur des femmes et d'évolution des relations entre les sexes.

#### D. Gestion de l'environnement et des ressources naturelles

36. L'action du PNUD visera essentiellement à renforcer les moyens dont dispose le Gouvernement pour légiférer, planifier et gérer en matière d'environnement, notamment pour mettre au point des outils de gestion dans ce domaine et les intégrer dans la planification économique et la prise de décisions aux niveaux de la communauté, des districts et du pays. Le PNUD exercera avant tout ses efforts sur le niveau du district, là où seront renforcés les moyens disponibles pour mettre en oeuvre des projets écologiques liés aux systèmes agricoles, à la santé, à l'eau et à l'assainissement.

37. Le PNUD aidera le Gouvernement kényen à entreprendre des initiatives visant à appliquer au moyen de programmes d'action nationaux les ententes internationales, notamment la Convention sur la diversité biologique, la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, et la Convention-cadre des Nations Unies sur les

changements climatiques. On donnera la priorité à l'élaboration d'un programme Capacité 21, dans la perspective notamment de la gestion de l'environnement durable et des ressources naturelles au niveau communautaire. La participation des collectivités pauvres, des organisations de la société civile et autres parties prenantes à la gestion de ces ressources sera encouragée. On privilégiera les technologies permettant d'établir des sources d'eau salubre dans les zones rurales et périurbaines et de surveiller la pollution de l'eau. Le PNUD coordonnera ces initiatives avec les programmes sous-régionaux du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et les activités envisagées au titre du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.

38. On fera appel aux indicateurs repères suivants notamment : a) adoption de nouvelles lois et de nouveaux règlements touchant l'environnement qui favorisent les pauvres; b) élaboration de directives relatives à l'évaluation de l'impact sur l'environnement; c) participation démontrée des communautés pauvres à la protection de la biodiversité; d) introduction de méthodes novatrices pour améliorer le traitement des déchets solides et des eaux usées; et e) mise en place d'un réseau sous-régional de spécialistes de la gestion de l'environnement qui feront campagne en faveur d'une gestion avisée de l'environnement.

#### IV. ARRANGEMENTS DE GESTION

39. Le cadre de coopération nécessitera des capacités renforcées d'exécution nationale pour planifier, coordonner et divulguer comme il convient les activités envisagées. À cette fin, un secrétariat sera mis en place au sein du Ministère des finances et doté des compétences requises en matière de gestion des programmes, de passation des marchés, de comptabilité et d'audit. Le secrétariat cessera ses fonctions dès que les capacités requises auront été mises en place au sein des institutions d'exécution et de réalisation. L'assistance des organismes du système des Nations Unies continuera d'être recherchée là où un appui technique s'avèrera nécessaire, et l'on fera davantage appel aux Volontaires des Nations Unies pour renforcer les activités de vulgarisation au niveau communautaire.

40. Le contrôle des programmes et fonds sera renforcé pour assurer une plus grande transparence et mieux dégager les responsabilités. Il serait fait appel à des cabinets d'audit privés selon que de besoin, dans le cadre d'arrangements précis pris avec le Département des audits, afin que les rapports d'audit soient publiés aux dates prévues.

41. Le cadre de coopération sera revu chaque année et à mi-parcours afin que l'on s'assure qu'il est toujours pertinent et qu'il répond aux priorités et objectifs du Kenya. Les repères énoncés dans le cadre de coopération seront suivis de près lors de l'évaluation de la mise en oeuvre et de l'impact des programmes. Les parties prenantes, le Gouvernement et d'autres partenaires de développement participeront aux examens et s'assureront en particulier que les objectifs en matière de pauvreté sont bien atteints. Par ce suivi et cette évaluation régulières, les agents d'exécution seront en mesure de déterminer les ressources à allouer et de s'assurer que le programme atteint bien ses objectifs.

42. Les ressources du programme s'élèvent au total à 37 milliards 537 millions de dollars des États-Unis, dont 23 milliards 637 millions proviennent des ressources de base du PNUD et 13 milliards 9 millions d'autres sources. On recherchera des partenariats avec les donateurs, bilatéraux et multilatéraux, et les ONG internationales afin de réunir les ressources additionnelles requises. Le Gouvernement kényen prendra la tête d'une stratégie de mobilisation des ressources, qui sera mise au point et réalisée au titre de chacune des composantes du programme. On trouvera en annexe les objectifs de mobilisation des ressources.

Annexe

OBJECTIFS DE MOBILISATION DES RESSOURCES POUR LE KENYA  
(1999-2003)

(En milliers de dollars des États-Unis)

Source	Montant	Remarques
<b>RESSOURCES DE BASE DU PNUD</b>		
Montant estimatif du report en 1999	3 472	
MCARB 1.1.1	17 465	Affecté immédiatement au pays
MCARB 1.1.2	0 à 66,7 % du MCARB 1.1.1	Cette fourchette est présentée aux fins de planification initiale seulement. L'affectation effective dépendra de l'existence de programmes de qualité. Tout relèvement du taux maximal dépendra également de la disponibilité des ressources
Autres ressources	1 200	CTPD
AEPP/AST	1 500	
<b>Total partiel</b>	<b>23 637<sup>a</sup></b>	
<b>RESSOURCES AUTRES QUE LES RESSOURCES DE BASE DU PNUD</b>		
Participation aux coûts du gouvernement	1 500	
Fonds pour le développement durable	2 000	
Participation aux coûts de tierces parties	5 400	
Fonds administrés par le PNUD, fonds d'affectation spéciale et autres fonds	5 000	dont :
VNU	700	
UNIFEM	800	
Fonds en cas de catastrophe	2 500	
Fonds de lutte contre la pauvreté	1 000	
<b>Total partiel</b>	<b>13 900</b>	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>37 537<sup>a</sup></b>	

<sup>a</sup> Non compris les MCARB 1.1.2 qui sont affectés au niveau régional en vue de leur emploi ultérieur au niveau des pays.

<sup>b</sup> Abréviations : AEPP = appui à l'élaboration des politiques et programmes; AST = appui aux services techniques; CTPD = coopération technique entre pays en développement; MCARB = montants cibles pour l'allocation de ressources de base; UNIFEM = Fonds de développement des Nations Unies pour la femme; et VNU = Volontaires des Nations Unies.

-----